



*Déclaration du Comité exécutif du PCQ
à la veille des élections du 26 mars*

Une élection aux enjeux très importants

Par le **Comité exécutif central du PCQ**

Les élections au Québec sont en branle. Jean Charest cherche à être réélu, André Boisclair essaie de prouver à ses propres troupes qu'il est capable de l'être, tant qu'à Mario Dumont il traîne encore dans le populisme le plus crasse. Une belle campagne électorale pour les humoristes et les caricaturistes se déploie devant nos yeux!

Le Mike Harris du Québec

La situation au Québec est complexe. Après les pires sauvageries anti-syndicales et le charcutage des acquis sociaux des quarante dernières années, Charest tente de réussir l'exploit de Mike Harris : se faire élire de nouveau en présentant une hystérie néolibérale comme étant la révolution du bon sens. Dans les publicités qui ont précédé les élections, Charest expliquait à la population que le Québec va bien et que le Québec va mieux.

Pourtant le Québec va mieux uniquement pour les grandes entreprises. La sous-traitance fleurit partout au Québec depuis la modification à l'article 45 : donc les conditions de travail s'effondrent. Charest chantait lors des élections précédentes que sa priorité était la santé. Malheureusement la bactérie C difficile n'a jamais fait autant de ravage et les salles d'urgences ne sont pas moins engorgées.

Charest avait promis des défusions municipales massives pour se rallier les populistes de la droite qui voyaient une tragédie dans les dites fusions municipales qui ne sont qu'un fait social accompli depuis plus de deux décennies. Pourtant les défusions se sont faites au compte goûte grâce à un système référendaire spécial, mais surtout spécialement douteux. Le mandat de Jean Charest n'a donc pas été le mandat de l'accomplissement de ses promesses à l'électorat mais celui de l'accomplissement de ses engagements pris en coulisse envers le patronat.

Ce qui est pourtant surprenant c'est que Jean Charest et les libéraux risquent de gagner à nouveau! Malgré ses promesses de dégel des frais de scolarité qui déjà suscitent une résistance du mouvement étudiant. Charest ne semble avoir rien

compris du message envoyé lors de la dernière grève étudiante; ce qui prouve que cette victoire ne sera pas vraiment dû à Jean Charest lui même mais plutôt à ses adversaires.

Le PQ face à lui-même

Le nouveau chef du Parti Québécois, André Boisclair, ne réussit toujours pas à satisfaire ses propres troupes. Le Parti québécois réussit encore tant bien que mal à convaincre les syndicats qu'il est un parti indépendantiste, mais la "famille" péquiste en est encore à s'arracher les cheveux.

Premièrement, les déclarations ouvertement antisyndicales de Boisclair avant les élections n'ont en rien aidé. André Boisclair a entre autres déclaré que "c'était finie l'époque ou les négociations entre le PQ et les syndicats se finissaient par des soupers bien arrosés"! Les dirigeants syndicaux des grandes centrales l'ont "avalé de travers". Certains ont même déclaré que "les progressistes ne s'empresseraient pas d'aller voter pour le Parti Québécois aux prochaines élections." Sans compter que le PQ ne s'est jamais prononcé sur le dossier Olymel et que André Boisclair a clairement dit qu'un gouvernement péquiste ne reviendrait pas sur la modification à l'article 45. De quoi à créer des remous!

Le mythe selon lequel le Parti Québécois est une coalition de classes qui lutte pour l'indépendance du Québec s'effrite. Le PQ montre plus que jamais son visage de parti bourgeois aux travailleurs. Sans compter que dans la plateforme du PQ le mot référendum a été changé par consultation populaire. Le PQ ne sait plus sur quel pied danser pour rallier les travailleurs à son projet de "souveraineté association". De toute façon, n'est-il pas normal que les indépendantistes soient sceptiques face à un projet à demi ou au tiers indépendantiste sans aucune garantie de gains sociaux ?

Les plus récents appels d'André Boisclair à tous les "progressistes", pour qu'ils retournent au PQ, sonnent faux. Jamais le chef du PQ n'utilisait ce terme avant; le fait qu'il le fasse aujourd'hui tend à montrer que cela ne va probablement pas aussi bien pour son parti qu'il le prétend.

L'ADQ : être plus à droite que la droite

Si beaucoup d'indépendantistes n'iront pas voter aux prochaines élections, certains nationalistes se laisseront peut-être tenter par l'Action démocratique du Québec (ADQ). Ce parti né d'une scission du Parti libéral au début des années 90 sombre de plus en plus dans le populisme le plus crasse. Quelques mois avant les élections, Mario Dumont est parti en croisade contre les accommodements raisonnables. Cette exploitation des préjugés xénophobes a malheureusement été profitable à sa formation. Dumont, tout comme Charest d'ailleurs, a applaudi un arbitre qui a expulsé une joueuse musulmane d'un terrain de soccer parce ce qu'elle portait le foulard. Le fait que partout sur terre cette jeune fille aurait pu jouer au soccer en paix, comme tout le monde, n'a pas ébranlé les adéquistes qui ont, tout comme leur chef, applaudi ce geste intolérant à souhait.

Nationaliste, mais pas indépendantistes, Dumont se fait le chevalier du "fédéralisme d'ouverture". C'est tout aussi logique que le cannibalisme végétarien, mais nous en sommes pas à la première absurdité de l'ADQ. Cette position de Mario Dumont, qui

est proche du beau risque de René Lévesque et des pitreries chauvines de Maurice Duplessis, pousse Jean Charest à taxer Dumont de l'épithète de "séparatiste." Le Parti libéral du Québec n'ayant survécu jusqu'ici uniquement grâce à son anti-indépendantisme maladif, rien de surprenant que Jean Charest imagine des séparatistes partout. Qui sera le prochain ? Peut-être le Juge Gomery ou la reine d'Angleterre en personne. On a cessé depuis longtemps de se surprendre des déclarations des chefs fédéralistes.

L'ADQ périlait financièrement il a un an, mais les animateurs de radio d'extrême droite de la région de Québec ont permis à ce parti de survivre jusqu'à aujourd'hui; c'est sûrement parce qu'ils s'y reconnaissent. Ce parti n'hésite jamais à nager sur toutes les vagues de mécontentements quitte à utiliser l'ignorance et les préjugés les plus immondes pour gagner de la popularité. Un candidat libéral a même comparé Dumont à Jean-Marie Le Pen au début de la campagne. La comparaison est peut-être exagérée, mais l'ADQ occupe un rôle politique un peu semblable au Front National : être plus à droite que la droite pour rendre la droite plus socialement acceptable.

À propos du Parti Vert

L'élection 2007 voit par contre arriver du sang neuf au point de vue politique : le Parti Vert gagne beaucoup de popularité. L'opinion publique étant de plus en plus alarmée par le réchauffement climatique, ce parti ne pouvait que gagner l'attention de l'électorat. Cela dit, les Verts québécois sont très différents des Verts que l'on peut trouver en Europe. Ce parti n'amène pas de réelles solutions. Si un candidat du Parti Vert est élu, ne vous attendez pas à ce qu'ils soit surnommé le "khmer vert" comme cela s'est vu en France.

Les Verts, qui en Europe font souvent alliance avec les communistes et les altermondialistes, refusent ici toute alliance avec Québec solidaire; ceux et celles qui dirigent cette formation représentent un courant très petit-bourgeois, ils intègrent dans leur programme le principe de pollueur payeur, mais seulement pour ce qui est des individus (qui rouleraient par exemple en SUV ou qui ne prendraient pas le transport en commun); les compagnies ne sont pas visées. Étrange, ne trouvez-vous pas ? Le Parti Vert ne se gêne pas en même temps pour critiquer le programme de Québec solidaire comme trop radical et socialisant, notamment en ce qui concerne le projet de nationalisation de l'éolien.

Les Verts au Québec, tout comme leur homonyme au fédéral, ne comprennent pas et ne veulent surtout pas comprendre que le dossier environnementale est indissociable de la lutte aux inégalités sociales.

Le refus très clairement exprimé par le chef du Parti Vert, Scott MacKay, d'endosser même la possibilité d'une éventuelle alliance avec Québec solidaire, telle qu'envisagée dans un reportage du Devoir et publié le 17 mars, confirme l'attitude très sectaire de la direction actuelle du Parti vert ; d'un simple point de vue légal, une telle entente de dernière minute n'aurait pas été possible à cause du trop faible délai d'ici aux élections; le Parti Vert, par la voie de son chef, aurait quand même pu démontrer un peu plus d'ouverture d'esprit, au moins sur le principe face à une telle éventualité puisque Québec solidaire est elle-même écologique; mais c'est plutôt le contraire qu'il a fait. En agissant ainsi, le chef du Parti Vert oeuvre objectivement contre la cause écologique.

Une autre vision

Le parti, et de loin le plus intéressant, est le nouveau parti de gauche : Québec solidaire. Québec solidaire (QS) est né de la fusion du mouvement Option citoyenne qui était dirigé par Françoise David, ainsi que du parti Union des forces progressistes (UFP) dont le principal porte parole était Amir Khadir. QS amène une toute nouvelle vision de la politique au Québec. Bien sûr la plateforme à tendance écologiste, féministe et social progressiste est audacieuse. On y trouve entre autres le projet de Pharma Québec, une société d'État qui aurait pour tâche de produire des médicaments pour le système de santé publique. Une économie pour le système de santé qui s'évaluerait à 1 milliard de dollars, somme qui bien sûr serait investie pour des dépenses autres dans le dit système de santé.

Mais Québec solidaire ne fait pas qu'innover du point de vue social et environnemental. Plus Vert que les verts, Québec solidaire est aussi réellement indépendantiste contrairement au Parti Québécois (PQ). La stratégie dit "de la constituante" montre que Québec solidaire est bel et bien déterminé à en finir avec la prison que représente pour les Québécois la structure politique fédérale. Québec solidaire fera bien sûr un référendum, mais ce référendum aura pour fonction de sanctionner une constitution d'un Québec indépendant qui aura été écrite suite à une vaste consultation populaire établie sur 12 à 18 mois pour que les travailleurs québécois soient les bâtisseurs de leur nouveau pays. Une constitution écrite par et pour les masses populaires ne peut pas perdre un référendum; les travailleurs n'iront certes pas sacrifier "leur propre enfant" après avoir mis autant d'effort pour le mettre au monde. C'est une stratégie que bien sûr le Parti Québécois ne peut se permettre.

À cause de son caractère de classe le PQ ne peut donner le mandat aux travailleurs de mettre directement leur nez dans l'écriture de la loi fondamentale de l'État; ce serait du suicide! Mais Québec solidaire, n'étant pas un parti bourgeois, peut se le permettre et se fera un plaisir de le faire. Sans être nationaliste, Québec solidaire est le seul parti politique de masse réellement indépendantiste actuellement au Québec.

Un État construit sur l'oppression nationale

Il ne faut pas oublier que l'État fédéral canadien est construit sur l'oppression nationale. Comme le disait Stanley Ryerson dans son livre "Capitalisme et confédération", c'est pour assimiler les francophones et se débarrasser des autochtones que la couronne britannique mit sur pied la "confédération" canadienne. La destruction de cet État impérialiste passe donc par la question nationale. L'indépendance du Québec ne peut que mener qu'à une remise en cause de l'état bourgeois canadien; un tel mouvement pourrait être la bougie d'allumage d'un vaste mouvement de libération des nations d'Amérique du Nord. Ce n'est pas pour rien que l'ensemble de la bourgeoisie au Canada s'y oppose catégoriquement et que la bourgeoisie nationale québécoise a toujours d'autre chose de plus urgent à faire que l'indépendance du Québec. On ne peut pas arracher un morceau de cette envergure au beau milieu du Canada sans que l'État fédéral en soit ébranlé. Et c'est justement parce que la bourgeoisie ne veut rien savoir de l'indépendance du Québec que seul un parti des travailleurs pourra mener ce mouvement jusqu'au bout. Une libération nationale, pleine et entière, est indissociable d'une prise du pouvoir politique par les travailleurs, et une prise du pouvoir politique par les travailleurs est indissociable de la lutte de libération nationale québécoise.

Québec solidaire n'est pas un parti homogène. Plusieurs tendances y cohabitent. Plusieurs courants socialistes y sont d'ailleurs représentés : Gauche socialiste de la quatrième internationale, Socialisme International, le Collectif pour une masse critique ainsi que le Parti communiste du Québec y font un travail résolu. Bien que la question des collectifs ne soit toujours pas réglée, le Parti communiste est fier de mettre tous ses efforts pour que Québec solidaire puisse s'implanter le plus possible sur le terrain et même faire élire des candidats. André Parizeau et Francis Gagnon Bergman, membres du comité exécutif et du comité central du Parti communiste du Québec, se présentent d'ailleurs aux élections sous la bannière de Québec solidaire. Pour les marxistes, Québec solidaire joue un rôle de premier plan historiquement parlant puisqu'au Québec la culture de parti de classe n'existe pas.

La plupart des dirigeants au sein du mouvement syndical ont été pendant des années en appui au Parti québécois; sauf que même les plus fervents défenseurs du PQ d'hier doivent aujourd'hui reconnaître qu'il devient de plus en plus difficile de justifier le maintien d'un tel appui; on parle de plus en plus d'un appui circonstanciel et critique, en prétextant le fait qu'il n'y aurait pas vraiment d'autre alternative capable de prendre le pouvoir à court terme; avec le temps, cela est devenu un appui beaucoup plus tiède; d'autres se cantonnent désormais dans un neutralisme, qui n'a pas vraiment sa place, mais qui démontre néanmoins un malaise très clair face au PQ.

Un vide à gauche

Une telle situation pourrait, en définitive, devenir très profitable pour Québec solidaire. Il existe de plus en plus un vide à gauche que Québec solidaire peut combler. Les défis sont grands. Pour la première fois au Québec, un parti qui veut devenir un parti de masse, n'est pas dirigé par la bourgeoisie. Les travailleurs apprennent enfin à s'organiser sur leur propre base dans toutes les régions du Québec, sans trembler devant les impératifs des transnationales. Et, au sein même des syndicats, on commence également à discerner un mouvement pour se rapprocher de Québec solidaire; ce mouvement est encore faible, mais il existe.

Québec solidaire n'a pas pour autant un programme socialiste. Mais il n'est pas impossible que, dans le futur, le projet socialiste devienne partie prenante du programme de Québec solidaire. Actuellement les débats vont bon train au coeur de l'organisation et au jour le jour, les militants du parti s'enrichissent politiquement. C'est là que le rôle des marxistes dans QS est d'une importance déterminante. Beaucoup de membres de Québec solidaire sont des gens qui, ne s'étant jamais reconnus dans le discours des politiciens bourgeois, sentent qu'ils ont leur place en politique grâce à ce parti. Donc beaucoup d'entre eux sont en plein apprentissage face à la politique. C'est là que les marxistes ont un rôle important jouer.

Montréal 18 mars 2007